

*Questions orales***LES TRANSPORTS****L'ÉNONCÉ DE LA POLITIQUE CONCERNANT LE SUD-OUEST DE L'ONTARIO**

M. Perrin Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Depuis sa nomination, a-t-il eu l'occasion de se familiariser avec les problèmes de la population du sud-ouest de l'Ontario qui est privée de transports publics convenables depuis que le gouvernement a permis aux chemins de fer, en 1971, d'abandonner le service-voyageurs dans cette région et, dans l'affirmative, quand annoncera-t-il la politique tant attendue et tant de fois promise en matière de transports publics dans la région?

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, j'ai eu l'occasion d'examiner un certain nombre de problèmes de transports qui se posent dans le sud-ouest de l'Ontario. Quelques-uns font déjà l'objet d'études, dont l'amélioration du service ferroviaire et les études que la province d'Ontario a entreprises aussi sur les transports dans cette région. Évidemment, il ne faudrait pas oublier que le gouvernement de l'Ontario a lui aussi de lourdes responsabilités dans ce domaine. Pour l'instant, je ne peux donner de date précise ni prédire quand on annoncera de nouvelles mesures, mais je puis donner au député l'assurance que nous étudions minutieusement l'ensemble de la situation.

* * *

L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER**LES CONSÉQUENCES DU REFUS OPPOSÉ À L'OFFRE D'ACQUISITION DE WESTINGHOUSE PAR WHITE CONSOLIDATED—LES MESURES ENVISAGÉES POUR LA PROTECTION DES EMPLOIS**

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de l'Industrie et du Commerce, j'adresserai ma question au premier ministre suppléant. Elle a trait à la menace que White Consolidated Industries laisse planer sur le gouvernement dans l'affaire Westinghouse. Je lui demande, étant donné l'importance et l'urgence de cette affaire, si lui et les membres du cabinet ont rencontré les représentants de White Consolidated, de General Steel Wares, de Westinghouse et du syndicat, en cause. Si oui, l'affaire a-t-elle été réglée de façon à protéger les 2,300 emplois en jeu. Peut-il nous dire quoi que ce soit à ce sujet?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Je ne puis donner les précisions que demande le député dans sa question. Toutefois, divers membres du gouvernement se sont fait du souci au sujet de cette question et nous nous sommes consultés tous ensemble à ce propos. Je ne sais pas très bien quelle devrait être la prochaine disposition à prendre. Nous nous sommes mis en rapport avec certaines des parties intéressées, mais nous ne les avons pas rencontrées toutes ensemble.

● (1500)

M. Alexander: Je suis très étonné d'entendre le premier ministre suppléant dire qu'il ne sait pas très bien quelle devrait être la prochaine disposition à prendre, quand on pense que cette affaire doit être réglée d'ici le 31 octobre,

[M. Sharp.]

date limite pour l'option d'achat. Après toutes les discussions que le ministre a eues, peut-il assurer à la Chambre que cette question sera résolue d'ici le 31 octobre? Sinon, le contrat dans son ensemble est compromis et 2,300 emplois risquent de s'envoler. Peut-il nous le garantir?

M. Sharp: J'aimerais pouvoir le garantir; cependant, le député sait que nous n'avons pas l'autorité nécessaire pour le faire. Nous avons, par exemple, certains pouvoirs en ce qui concerne l'offre publique d'achat, pour prendre une décision. Je ne pense pas que nous soyons fondés à exiger de la part d'une des parties qu'elle prenne telle ou telle disposition, en raison de la carence d'autorité constitutionnelle et juridique. Nous faisons toutefois, l'impossible pour aider à poursuivre le même objectif que celui auquel songe le député.

M. Hnatyshyn: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement à propos du rapport jugé déjà, par anticipation, controversable, du juge Bayda sur la manutention des grains sur la côte ouest. Le 17 octobre, le ministre du Travail (M. Munro) en réponse à une question que je lui posais a avisé la Chambre qu'il déposerait le rapport dans une semaine. Je m'aperçois maintenant que le rapport qui recommandait l'établissement d'un tribunal spécial pour imposer des punitions sévères aux patrons ou aux syndicats en cas de conflits illégaux relatifs à la manutention des grains, a en fait transpiré. Il me semble que si le rapport est vraiment prêt, le gouvernement est tenu de le déposer à la Chambre pour que tous les députés et la population puissent en prendre normalement connaissance plutôt que par des fuites publiées par les journaux.

M. Leblanc (Laurier): Monsieur l'Orateur, nous avons bien reçu le rapport dont parle le député et le ministre est en train de le réviser. Il devrait être déposé dans quelques jours.

QUESTIONS AU FEUILLETON*[Traduction]*

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. J.-J. Blais (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, on répond aujourd'hui aux questions n^{os} 2964, 3012, 3053, 3068, 3123 et 3168.

*[Texte]***LA PISCINE AU 24, PROMENADE SUSSEX****Question n^o 2964—M. Cossitt:**

1. Quel sera le coût estimatif annuel global de la piscine, à la résidence officielle du Premier ministre, et du tunnel souterrain y conduisant, notamment a) le chauffage, le carburant et l'électricité, b) l'eau de même que le nettoyage et la purification, c) les salaires des employés à plein temps ou à temps partiel?

2. Dans chaque cas, ces coûts seront-ils payés à même les deniers publics?

3. Quelle est la liste complète de tous les meubles, tapis et accessoires, notamment a) les saunas, b) les bars et le matériel de bar, c) la cuisine et le matériel de cuisine, d) tous les autres articles achetés pour la piscine et, dans chaque cas, (i) quel en est le prix exact (ii) qui en a payé la note?